



MANIOC.org

Bibliothèque Michel-Crépeau

Communauté d'agglomération de La Rochelle

MANIOC.org

Médiathèque Michel-Crépeau

Communauté d'agglomération de La Rochelle

O P I N I O N

D E

M. L'ARCHEVÊQUE D'AIX

SUR LA SUPPRESSION

ET LE REMPLACEMENT

D E L A G A B E L L E ;

Imprimée par ordre de l'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Vous aviez aboli le régime de la Gabelle & l'obligation du sel forcé, & le prix excessif de la vente, & les inquisitions pour cause de fraude & de contrebande. Le privilège de la vente subsistoit encore ; le privilège ne pouvoit pas se soutenir sans prohibitions, ni les prohibitions sans recherches & sans punitions.

Le privilège avoit produit les vexations. Leur proscription devoit être celle du privilège.

Craignons de le rétablir quand nous voulons le détruire.

La Gabelle ne fut d'abord qu'un droit sur le sel ; elle a commencé par une Ferme, & non

A

par un privilège. Les fermiers du droit firent l'entreprise d'acheter le sel des Marchands , & de faire payer le droit sur la vente.

Leur entreprise n'étoit point privilégiée.

Elle le devint par les Ordonnances quand elle l'étoit déjà par elle-même.

Les Fermiers achetoient le sel des Marchands. Il n'y eut plus de Marchands, il n'y eut plus de commerce.

On prononça le privilège quand personne ne pouvoit plus soutenir la concurrence.

C'est ce privilège de fait qu'on vous propose de substituer au privilège de droit.

Qu'importe la Loi , si l'effet est le même ?

C'est une entreprise de commerce faite par l'Assemblée Nationale.

Elle peut donner des lois au Commerce , ou plutôt elle doit l'affranchir des lois que la fiscalité lui donne : elle ne doit pas faire des entreprises de commerce.

On vous propose d'enjoindre aux Fermiers-Généraux de continuer le débit du sel au prix qui sera réglé par la concurrence.

Le prix du sel ne sera point réglé par une concurrence qui n'existera pas.

Il n'y a point de concurrence lorsqu'un ven-

deur plus puissant que tous les autres doit régler le prix.

Il n'y a point de commerce quand le Gouvernement fait le commerce.

La Ferme aura toujours le pouvoir de distribuer le sel à plus bas prix, pendant un temps donné, pour écarter les Commerçans.

Les Commerçans n'entreront jamais en concurrence avec la Ferme, & la Ferme elle-même ne pourra point deviner quel seroit le prix du Commerce.

Vous réglerez le prix. Etes-vous Commerçans ou Législateurs ? Par qui serez vous instruits ? Par la Ferme, & peut-être aussi par les besoins de l'Etat.

On croira plus aisément que les demandes de la Ferme sont justes, quand les besoins de l'Etat demanderont l'accroissement d'un produit qui ne semble pas un impôt.

Laiissons au Commerce à régler le prix du Commerce : il fera sans étude & sans effort ce que ne peuvent pas faire nos plus laborieuses combinaisons. Nous jouirons, sans y penser, du cours libre de ses achats & de ses ventes, & nous n'aurons rien à craindre de nos erreurs.

Je fais bien qu'avec le temps, des spéculations

A 2

utiles , telles que celles qui soutenoient jusqu'ici la contrebande , pourroient réparer le tort d'une augmentation arbitraire du prix du sel ; mais pourquoi faut-il attendre du temps ce que le Commerce fait d'abord de lui-même sans avoir d'erreurs à craindre & de torts à réparer ?

On vous propose d'enjoindre à la Ferme d'assurer l'approvisionnement des lieux que le Commerce négligeroit de fournir.

Une injonction vague & sans objet ne peut pas une être loi.

Le Commerce ne négligera point la fourniture des lieux où il n'y aura point d'approvisionnemens. C'est parce que la Ferme fera des approvisionnemens que le Commerce ne fournira rien.

Otez la Ferme : croyez-vous qu'on manquera de sel , quand on pourra l'avoir au plus bas prix , quand on en aura besoin pour sa consommation , pour les salaisons de toute espèce , & pour la nourriture des bestiaux ?

On ne manquera de sel nulle part , si la Ferme n'en fournit point. A quoi sert qu'elle soit condamnée à fournir ce qui ne peut pas manquer ?

Est-ce qu'on manque de sel en Bretagne & dans l'intérieur des Provinces rédimées , & dans

tous les pays étrangers où il n'y a point de Ferme ?

On vous propose de prévenir les renchérissemens considérables auxquels la variété des combinaisons du commerce pourroit donner lieu.

Il n'en est pas du sel comme de toutes les autres denrées. C'est sans travail, sans culture, & sans frais, qu'on le voit se former sur les côtes ; c'est une denrée abondante & nécessaire ; le commerce en est facile, le prix modique, & le débit immense.

Voyez quelle est l'activité de la contrebande. Cette contrebande n'est que le commerce, le même commerce libre aujourd'hui par vos soins, & jusqu'ici repoussé par le privilège.

Voyez comment le transport des sels s'est multiplié de toute part, aussi-tôt que les barrières ont été renversées, & les droits suspendus.

Craignez-vous que le commerce habituel & journalier ne puisse pas faire ce qu'a fait l'effor subit & momentané de la liberté d'un moment ?

Comment pouvez-vous craindre les renchérissemens d'une denrée abondante, qui ne dépend presque pas des variétés des saisons, & qui fait partie des premiers besoins ?

Vous n'avez point de Ferme pour tout autre genre de commerce ; & tout autre genre de com-

merce exige bien plus de travaux & de frais que celui du sel.

On craint les inconvéniens de la liberté. Le sel a besoin , dit-on , d'être gardé pendant trois ans. Il a besoin de quelque préparation , pour qu'il ne soit pas nuisible à la santé. Combien de denrées ont besoin d'être préparées pour notre consommation ! Combien il faut plus de soins & d'opérations pour convertir le bled en farine , & la farine en pain ! Combien il est facile de corrompre les vins & les liqueurs , & quelle est la denrée propre à notre consommation qui ne soit pas plus susceptible d'altération , & qui n'ait pas besoin de plus d'apprêts que le sel ?

Vous n'avez point de Ferme , pour faire dans tout autre genre de commerce , des approvisionnemens salutaires qui ne nuisent point à la santé des Citoyens : le sel est libre par-tout où la Gabelle n'existe pas. On ne s'en plaint pas en Bretagne , & dans les pays redimés qui font le tiers de la France , & dans le pays de quart-Bouillon , où le sel a besoin de plus de préparation.

On dit qu'en Bretagne , le sel est toujours sain , parce qu'il se forme dans des marais , & qu'il est épuré par la manière même dont il se forme.

C'est une réponse pour une Province. Ce n'en

est pas une pour toutes celles où la génération du sel n'est pas la suite de la même opération.

Le sel est libre dans les pays étrangers , & la santé du Peuple ne souffre pas de la liberté du commerce.

Le sel étoit libre quand la Gabelle n'existoit pas. Elle n'existoit pas du temps des Romains , & sous les Empereurs. Le sel fut de temps-entemps soumis à des droits. La vente n'en fut point réservée.

Le sel étoit libre de tous droits en France , jusqu'à Philippe de Valois. Il est dit qu'il encourut la mal-grace des grands & des petits , pour avoir mis une exaction sur le sel. Il étoit libre de tous privilèges , jusqu'à François I^{er}.

On n'a point éprouvé que le commerce du sel fût nuisible à la santé des habitans.

Je ferai une seule observation :

Il y a vingt ans que le Gouvernement avoit fait une entreprise pour l'approvisionnement des bleds. Il n'y a eu des bleds avariés dans le commerce , que ceux de ces mêmes approvisionnements.

Il faut le dire : ces trois raisons qui consistent à veiller à la préparation des marchandises , à rendre les approvisionnements assurés , à prévenir les

renchérissemens , sont les mêmes raisons qui , dans tous les genres , ont introduit l'établissement des droits & le privilège des Compagnies , & qui sont les vrais principes du régime de la fiscalité.

Ce ne sont pas les principes de la fiscalité qui doivent être ceux de l'Assemblée Nationale. Elle doit s'élever d'abord , & se soutenir sans efforts & sans variation à la hauteur des principes de l'Administration.

Ce ne sont pas des vues particulieres , ce ne sont pas des intérêts d'un moment qui doivent dicter des lois générales & constantes.

Quel est le véritable motif d'un article de Décret qui dément toutes les connoissances & contredit tous les sentimens du savant & vertueux Citoyen qui l'a rédigé.

C'est l'intérêt de remplacer une perte de dix millions. C'est l'intérêt d'épargner une imposition de plus à la Nation.

Il faut se méfier du bien particulier qu'on veut faire. Il faut craindre son propre zèle pour une opération utile dont on veut assurer le succès. Il n'est pas possible sans doute detenter tous les changemens conformes aux principes ; mais il ne faut pas que les principes soient également démentis par ce qu'on fait & par ce qu'on ne fait pas.

On pense que la partie du commerce dont la Ferme sera chargée, peut produire un gain de dix millions. La Ferme-générale a proposé de mettre un prix gradué d'un à cinq sols. Je suppose un prix mitoyen : dix millions équivalent à six cent soixante-sept mille minots. Les frais sont peu de chose. Ce seroit une consommation totale d'environ sept cents mille minots. C'est le tiers de la consommation actuelle ; & la consommation actuelle doit s'acroître d'un tiers en sus par le baiffement du prix. Si la Ferme écarte la concurrence, si la Ferme absorbe le commerce, elle doit retirer quarante millions de ses profits.

Pourquoi faut-il faire payer aux Provinces ce que la Ferme peut rendre à l'Etat ?

Il n'y a plus qu'un pas à faire pour rétablir le privilège.

On vous dira : que craignez-vous ? vous avez fixé le prix du sel selon les distances. Ne souffrez pas qu'il augmente ; vous assurez le profit de l'Etat par le privilège, & vous ne nuirez pas à la consommation. Elle est la même, elle est au même prix. Le sel se vend au même prix sous l'empire du privilège, comme sous celui de la liberté. Les Provinces sont affranchies d'un impôt : l'Etat ne perd pas un revenu.

Voilà ce qu'avoient proposé les Fermiers-Généraux.

Ce sont ces raisonnemens séducteurs qui dans tous les temps ont établi les privilèges. Ce sont les privilèges une fois établis qui dans tous les temps ont engendré les surcharges.

Vous avez établi les mêmes prix que le Commerce. Les prix ne peuvent pas rester le mêmes. Les espèces d'or & d'argent se multiplient ; il faut que les prix augmentent comme les espèces d'or & d'argent. Il vient un moment où la Ferme demande une nouvelle fixation. Quelle en sera la règle. Il n'y a de commerce que le sien. Elle donne la règle quand elle la demande. Elle fait des établissemens plus coûteux. Elle multiplie ses agens. Elle augmente l'opinion de ses dépenses. Elle obtient des fixations avantageuses. Elle soutient ses avantages par le même pouvoir qui les lui donne.

Si vous devez rejeter le privilège , vous ne devez pas faire un établissement qui s'appuie sur les mêmes raisons , qui présente les mêmes appas , & qui doit sans doute avoir les mêmes effets.

Il n'y a pas de milieu. Il faut maintenir le privilège , ou laisser le commerce libre , sans entreprise autorisée , & sans établissement protégé.

Ainsi, le commerce du sel doit être libre, entièrement libre, comme celui des vins & du bled.

On a proposé de mettre des droits sur les marais salans, ou sur la vente du sel. Il y auroit plusieurs inconvéniens.

Le commerce diminueroit dans une proportion plus ou moins sensible.

Les impositions seroient moindres quand les droits seroient établis sur les marais salans.

La vente du sel se déroberoit aisément aux droits, quand il n'y auroit plus de Gardes pour la contrebande. Il ne faut pas rétablir des barrières & des Commis ; il ne faut pas employer, pour lever les droits, les mêmes moyens qu'on employoit pour soutenir le privilège ; il faut supprimer les droits établis, au-lieu d'établir des droits ; il faut affranchir de la traite les Provinces franches & rédimées ; il faut se contenter des compensations que présente un commerce libre, & renoncer à celles qui demandent des lois & des peines, & qui semblent être un reste, & peut-être un commencement de Gabelle.

La liberté du commerce du sel fait disparoître une branche considérable des revenus de l'Etat ; l'Etat est surchargé de ses dettes, & ne peut pas perdre ses revenus. On ne peut pas faire la sup-

pression de la Gabelle sans en ordonner le remplacement.

Il s'agit de savoir, 1°. quels sont les contribuables au remplacement de la Gabelle ;

2°. Quelle doit être la durée , & quel doit être le terme de la contribution ;

3°. Quelle en doit être la mesure & la fixation ;

4°. Quels doivent être les moyens de l'acquitter.

Je ne discuterai point les droits des Provinces franches & rédimées , & les effets des privilèges.

Je regarde même les privilèges des Provinces franches & rédimées , comme le simple exercice des droits naturels des Citoyens. Il semble qu'il faut les rendre aux Provinces qui les ont perdus ; il ne faut pas les faire perdre à celles qui les ont conservés ; il faut étendre les privilèges pour les détruire ; & c'est sous ce rapport qu'il se présente une question qui semblera peut être extraordinaire & nouvelle , savoir s'il est plus utile à toutes les Provinces de faire payer ou de ne pas faire payer la contribution pour le remplacement de la Gabelle , aux seuls pays de Gabelle.

Il doit arriver un moment où vos connoissances & vos travaux auront fixé les rapports de proportion des facultés des différentes Provinces.

C'est-là, ce doit être là le terme de vos opérations.

Si les Provinces de Gabelle supportent seules le

remplacement de la Gabelle , cette charge sera comptée comme une partie de leur contribution ; elles seront moins imposées dans la proportion de leurs charges particulières ; les autres Provinces seront plus imposées dans la même proportion , & il faut même avouer qu'une charge considérable fera panacher la balance en faveur des Provinces qui la supportent : une répartition générale d'imposition seroit peut-être moins favorable pour elles , que l'exception d'une charge particulière.

Si les Provinces supportent toutes également le rachat de la gabelle , elles ne tiendront plus compte à quelques Provinces d'une charge qui ne leur sera pas propre & particulière. Elles se retrouveront toutes dans cette même proportion d'égalité qui fait disparaître les privilèges & les surcharges , & qui semble la règle de la justice. Il n'y aura point ou presque point de différence dans le résultat des contributions respectives , soit que quelques Provinces aient payé , soit qu'elles n'aient point payé le remplacement de la Gabelle.

L'Assemblée n'est pas en état de fixer aujourd'hui cette proportion.

On lui propose de faire rapporter sous ses yeux le tableau des impositions de chaque Province ; il ne suffit pas de connoître les impositions , il faut connoître les facultés.

Les facultés ne résultent pas seulement de l'étendue du territoire & de la population. L'étendue du territoire n'en indique pas la valeur ; & quel que soit le rapport nécessaire & constant de la population avec les valeurs réelles de la culture & du commerce , il est vrai pourtant qu'il faut connoître ces valeurs par elles-mêmes pour évaluer avec confiance les facultés des Provinces.

Je suis même bien persuadé qu'il est impossible à l'Assemblée Nationale , dans l'état actuel des choses , de faire des évaluations qui ne soient pas sujettes à des erreurs.

Mais s'il est vrai qu'il ne manque à l'Assemblée que cette juste évaluation pour anéantir toutes ces distinctions de Gabelle & de remplacements de la Gabelle , il s'ensuit que le remplacement de la Gabelle ne peut être mis à la charge de quelques Provinces , que jusqu'au moment où la répartition de la charge publique doit se faire également sur toutes les Provinces.

Il faut l'avouer , telle est la loi de l'équité.

Il faut bien supposer , en attendant , une raison de l'extrême inégalité qui se trouve entre les impositions des diverses Provinces : il faut supposer qu'on a suivi , jusqu'à un certain point , la

règle de compensation sans cesse rappelée par les réclamations des différentes Provinces. On ne peut pas supposer que le Gouvernement ait eu des raisons constantes pour bien traiter une partie des Provinces , & pour maltraiter l'autre.

Nous ne pouvons pas encore examiner & juger ; il faut , en attendant , que chaque Province supporte ou remplace ses charges.

On ne change rien à l'état actuel des Provinces par rapport aux autres Provinces. Il faut améliorer leur sort dans l'intérieur de leur administration ; c'est ce qu'on fait en substituant un impôt moins onéreux au plus intolérable de tous les impôts : il faut que chaque Province se regarde comme isolée jusqu'au moment où la comparaison de toutes les Provinces doit anéantir les charges locales , & rendre toutes les impositions communes.

Si le remplacement de la Gabelle devoit être une charge perpétuelle , vous ne pourriez pas en estimer la proportion , vous ne pourriez pas supprimer la Gabelle.

On ne vous donne d'autre proportion du rachat que celle du produit de l'impôt sur la consommation actuelle de chaque Province. Cette proportion n'auroit d'autre effet que celui de la plus injuste disproportion.

Chaque Province ne doit payer , pour le rachat de la Gabelle , que ce qu'elle gagne par le rachat.

Chaque Province de Gabelle gagne ,

1°. La différence du prix du sel actuel au prix du sel à venir.

2°. Les avantages qui doivent résulter d'une plus grande consommation.

Chaque Province gagne l'excédent du prix de la Gabelle sur le prix du sel marchand.

Ce feroit payer deux fois que de payer d'abord tout ce que coûte aujourd'hui le sel de la Ferme , & de payer encore ce que coûte la consommation du sel.

Une Province qui n'achète le sel de la Ferme qu'à 15 liv. le minor , ne gagne rien par le rachat , & ne doit rien payer pour le rachat.

Celle qui paye 30 liv. le minor , ne doit racheter que la moitié de ce qu'elle paye ; & celle qui supporte le prix de 60 liv. les quatre cinquièmes du prix de la Ferme. Vous sentez combien ces réflexions deviendroient plus importantes , si le remplacement de la Gabelle devoit former une charge perpétuelle.

Il reste à savoir quels feroient les avantages qui résulteroient d'une plus grande consommation.

1°. Il y auroit plus de salaisons dans l'intérieur du Royaume, sur les vaisseaux & pour l'Etranger.

2°. Il y auroit plus de bestiaux, & ils auroient plus de valeur par l'effet d'une meilleure nourriture.

3°. Il en résulteroit l'amélioration des terres & l'accroissement de la culture.

4°. Il y auroit plus de matière imposable dans les Provinces des marais salans & des salines.

Il ne faut donc pas regarder la proportion du rachat comme établie par la proportion même de l'impôt. Ce n'est pas la consommation actuelle, c'est la consommation à venir qui peut seule former l'avantage de chaque Province, & déterminer pour elle la proportion du rachat.

Si l'on vouloit présumer ou décider, dans une Assemblée Nationale, ce qu'il feroit difficile de connoître & de juger dans chaque Province; si l'on vouloit établir une règle uniforme pour des objets encore incertains & mal connus; si l'on vouloit étouffer, par cette loi toujours commode d'une aveugle uniformité, les réclamations des Villes & des Provinces, toujours plus éclairées sur leurs intérêts, l'Assemblée Nationale courroit le risque de renter, sans le savoir, des entreprises injustes ou même impossibles, & devien-

droit responsable du mal qui pourroit en résulter.

L'Assemblée Nationale peut faire avec moins d'embarras des opérations utiles & promptes.

Elle peut d'abord & sans délai supprimer la Gabelle.

Elle peut exiger un remplacement passager jusqu'à ce qu'elle établisse une plus juste proportion entre les charges des Provinces.

Si le remplacement de la Gabelle ne doit pas être une charge perpétuelle, il faut savoir quel en doit être le terme.

Sans doute l'Assemblée n'est point en état de juger à présent des forces respectives des Provinces & des Départemens.

La division même des Départemens doit en rendre la connoissance plus difficile.

Chaque Province avoit une Administration générale : cette Administration est divisée en Départemens ; il s'élève une sorte de combat entre les parties séparées : ce combat doit se terminer par des vérifications plus justes ; & quand les Départemens auront vérifié leurs rapports entre eux , il sera plus aisé de connoître ceux des Provinces.

Il me semble qu'il y aura deux opérations qui doivent se succéder ; une première, encore incom-

plète , sera fondée sur des approximations ; une seconde , précédée par les travaux des Départemens , peut & doit donner une juste évaluation qui réglera pour long-temps la proportion des charges publiques , & des facultés des Provinces.

Cette première opération encore incomplète , doit suffire pour mettre un terme aux charges particulières des Provinces , & par-là même au remplacement de la Gabelle.

Cette première opération doit être le résultat du travail de votre Comité des Impositions , ou de votre Comité des Finances , & doit être déterminée pour la même époque où doit commencer la levée des nouvelles impositions.

Cette époque est fixée au premier Janvier 1791.

Ce n'est donc que jusqu'au premier Janvier prochain , que le remplacement de la Gabelle doit être à la charge des Pays de Gabelle.

On a fixé l'époque où le remplacement doit finir. Il faut fixer l'époque où le remplacement doit commencer.

Il faut distinguer les Provinces paisibles , & celles dans lesquelles les Droits ont été suspendus

par la destruction des barrières & la dispersion des Commis.

Les mouvemens du peuple sont-ils les torts des Provinces ? Elles en ont éprouvé les dommages , elles n'avoient pas de moyens pour les prévenir. Ce sont des causes générales, dont ces mouvemens ont été les effets. Peut-on punir les Provinces de ce qu'elles ont souffert & de ce qu'elles ne pouvoient pas empêcher ? Ce sont des causes générales ; ce sont les maux de l'Etat.

C'est par des considérations semblables que le Premier Ministre des Finances vous a proposé de regarder les pertes des possessions ravagées , non comme la charge d'une Province , mais comme une partie de la dette générale de l'Etat.

On peut dire que les Provinces ont profité de la suspension des droits , parce qu'elles n'ont pas payé l'impôt ; mais on fait bien que la double imposition seroit à présent une charge plus pénible que ne l'auroit été le paiement de l'impôt.

Observez que l'intérêt du remplacement est bien diminué pour toutes les Provinces , quand il ne s'agit que des pertes de quelques mois. Ce seroit une charge sensible pour une seule

Province : elle ne le seroit pas pour toutes les Provinces.

Les impositions ont été levées sans trouble & sans interruption dans les Provinces de petite Gabelle, & de Gabelle locale, & dans une partie des Provinces de grande Gabelle.

On ne pourra fixer l'époque du remplacement pour ces Provinces qu'au moment où la suppression doit être effectuée. Vous supprimez la Gabelle à compter du premier d'Avril prochain ; ce seroit un remplacement du revenu de huit mois , ou du tiers du produit de la Gabelle pendant l'année.

Il s'agit de savoir à présent s'il faut remplacer en total ou en partie le produit de la Gabelle jusqu'au terme où finit le remplacement.

Il faut toujours en revenir au principe & ne le pas perdre de vue.

On ne demande aux pays de Gabelle le remplacement de la Gabelle que parce qu'on suppose une compensation de leurs différentes charges.

S'il étoit donc démontré qu'une partie de la Gabelle est sans compensation , on ne devroit pas leur faire payer la partie non compensée.

Cette imposition seroit une grande injustice.

L'Assemblée Nationale doit proscrire les injustices des lois fiscales , & ne doit pas les renouveler.

Les sols additionnels n'ont point été compensés. On laissoit subsister toutes les charges des différentes Provinces , on établissoit des charges nouvelles & communes : on établissoit encore des charges particulières aux pays de Gabelle ; c'étoient les sols additionnels sur l'impôt du sel. Il faut abolir & retrancher les sols additionnels.

Cette surimposition s'élève à la moitié du principal de l'impôt , & forme un tiers de l'imposition totale. C'est un tiers à déduire sur le remplacement ; il faut déduire encore le tiers du revenu de l'année pour les provinces où les droits n'ont point été suspendus : il faut déduire enfin le prix du sel marchand.

C'est à vous à juger ce que vous pouvez demander ou ce que vous voulez remettre aux provinces dans lesquelles les perceptions ont été suspendues. Il me semble qu'il suffiroit de demander le remplacement de l'année entière à celles dont les troubles sont antérieurs au premier de Janvier dernier.

Quels sont les moyens de faire le remplacement de la Gabelle ? C'est la dernière question à faire & la plus difficile comme la plus importante à décider.

Quand la charge sembloit plus considérable, quand on pensoit qu'elle devoit être perpétuelle, il falloit avoir recours à toute sorte de ressources pour y satisfaire.

On sentoît bien qu'on ne pouvoit pas surcharger une seule branche d'impositions déjà courbée sous le poids de ses tristes produits.

On a souvent mal entendu le principe bien juste & bien sensible qui rapproche toutes les impositions, & qui fait sentir à quel point les droits sur les consommations retombent & pèsent sur les productions de la terre.

C'est une observation toujours juste.

Cen'est pas toujours un principe d'administration.

Tous les impôts retombent sur les terres. Ils retombent, par les rapports d'un commerce universel, sur les terres de toutes les Provinces & de tous les pays. Les droits perçus à Marseille sont payés par les Fabricans du Languedoc, par les propriétaires des terres du Roussillon, par ceux même de l'Espagne, de l'Italie & du Levant.

Voulez-vous imposer sur le territoire de Marseille des droits payés sur les denrées qu'il ne produit pas, & sur les étrangers ou nationaux qui n'en sont pas les habitans & les possesseurs?

Les Etrangers, les voyageurs, ceux qui fai-

soient quelque séjour dans les pays de Gabelle, ceux qui n'y possédoient point de biens-fonds, payoient les droits du sel comme les possesseurs des terres & les citoyens domiciliés.

Voulez-vous faire payer aux propriétaires des biens-fonds dans chaque province, des droits qu'ils n'ont pas payés, & qu'ils ne peuvent pas acquitter ?

On sent bien qu'il ne seroit possible de rejeter toutes les impositions sur les terres, que dans un État dont les charges & les impositions seroient modiques, & dont le commerce ne s'étendrait pas au-delà de son territoire.

Un tel État ne peut pas exister dans l'Europe & dans le dix-huitième siècle.

On a senti l'injustice & les difficultés d'une imposition purement territoriale. On vous propose de répartir la contribution par forme d'addition proportionnelle à toutes les impositions réelles ou personnelles, & aux droits d'entrées des villes, tant de ceux qui appartiennent à la Nation, que de ceux qui se lèvent au profit des villes elles-mêmes : ainsi, la contribution seroit payée par toutes les classes des propriétaires & des capitalistes domiciliés ; & dans les villes où des octrois sont établis, elle seroit payée par tous les consommateurs.

Il n'y a pas par-tout des droits d'octrois.

Il n'y en a point dans les villages, dans les gros bourgs & dans la plupart des Villes.

Ainsi les consommations ne seroient imposées que dans un petit nombre de villes.

Ainsi par-tout ailleurs les non-domiciliés qui payoient les droits du sel sur leur consommation, seroient affranchis de la contribution.

Ainsi le soulagement qui devoit résulter de la contribution des octrois, n'existeroit pas pour la plus grande partie des habitans.

Il faudroit recourir aux impositions personnelles & réelles par-tout où il n'y a point d'octroi.

Il est des Pays de Gabelle où les impositions générales ont été plus ménagées que la Taille.

Vous chargez la Taille dans la même proportion qui suscitoit les plaintes du peuple.

Il est des Provinces où les propriétés sont infiniment divisées, où chaque habitant, pour ainsi dire, a sa propriété.

L'Impôt sur les terres pesera sur les petits Propriétaires, & sur les Habitans des campagnes.

C'est dans les mêmes Provinces où la Gabelle est établie que la Taille est plus forte.

Vous cumulez deux impôts, dont chacun étoit à son dernier terme.

Il est une proportion dans laquelle les Propriétaires de biens-fonds paieroient plus pour le remplacement qu'ils ne payoient pour la Gabelle: c'est pour éviter cette proportion, qu'on propose de partager la contribution sur les impositions personnelles & réelles.

Mais si la Taille territoriale est excessive, comment pouvez-vous ajouter quelque chose à son excès?

Vous n'avez pas établi la disproportion; vous la suivez, & vous la rendez plus dure, par un accroissement d'impôt, que ceux qui l'ont établie.

Il ne faut pas que la suppression de la Gabelle soit odieuse comme la Gabelle même.

Il faut observer que les Propriétaires des biens-fonds paieront également toutes les contributions sur les terres, sur les facultés personnelles & sur les consommations: c'est une observation toujours la même pour tous les genres d'impositions. Les Propriétaires de biens-fonds payent seuls les impositions territoriales, & partagent toutes les autres.

Mais c'est aussi par cette raison qu'il faudroit connoître l'état des charges des propriétés foncières avant de les accroître.

C'est par cette raison qu'une loi générale est fâcheuse dans l'ordre des impositions avant qu'on ait mieux connu les valeurs territoriales & les impositions réelles des différentes Provinces.

C'est par cette raison que j'ai toujours pensé qu'on ne pouvoit rien faire de juste & d'utile avant de consulter les Départemens.

La Gabelle est abolie ; laissez aux Départemens l'obligation & le soin de la remplacer.

Les Départemens choisiront le genre d'imposition qui forme dans leur état actuel une charge moins onéreuse.

Vous ne pouvez pas distinguer les Provinces ; & vous prononcez un Décret absolu dont vous ignorez les effets !

Laissez le choix des moyens aux Administrations locales ; vous ne doutez pas qu'elles ne soulagent les classes souffrantes. Elles ne pourront pas les soulager , si vous prononcez un Décret qui les impose.

Vous ne leur donnez pas le droit de s'affranchir de la contribution , quand vous leur laissez le choix des moyens de contribuer ; ce n'est pas la liberté de ne pas payer que vous leur donnez , c'est l'assurance du paiement que vous vous donnez à vous-mêmes.

Vous n'avez pas à craindre les inconvéniens d'une opération passagère , qui seroit assortie à leur régime , & qui cesseroit avec lui.

Ces inconvéniens disparoissent quand il ne s'agit plus que d'une somme une fois payée , & du terme d'une seule année.

Il seroit même possible d'autoriser les Départemens à rendre la charge plus légère , par l'emprunt d'une partie de la somme , payable au Trésor public ; le Peuple sentiroit , dans toute son étendue , le bienfait de la suppression de la Gabelle , & ne sentiroit pas la foible imposition qui la remplace.

Je fais que les emprunts doivent être réservés pour les grandes entreprises d'utilité publique. Un impôt , le remplacement d'un impôt , ne doit pas être un emprunt : c'est dans les Provinces où les autres ressources seroient épuisées , qu'on auroit recours à cette dernière ressource ; c'est l'Assemblée Nationale qui jugeroit elle-même de sa nécessité. Il importe de laisser aux Assemblées de Département le pouvoir & l'obligation de choisir les moyens les moins onéreux au Peuple , selon l'état actuel des impositions des Départemens , parce qu'il s'agit de prévenir , par une opération passagère & momentanée , l'impossibilité de ré-

parer les pertes de l'Etat , ou le danger non moins sensible d'épuiser , par un surcroît d'imposition , les facultés du Peuple.

Je propose le Décret suivant :

A R T I C L E P R E M I E R.

La Gabelle ou la vente exclusive du sel dans les Départemens des Provinces de grande Gabelle , de petite Gabelle , de Gabelle locale , & le droit de quart-bouillon dans les Départemens de la Marche , de Dorne & de l'Ornes inférieure , & les droits de Traite sur les sels destinés à la consommation des Départemens connus sous le nom de Provinces franches & rédimées , seront supprimés à compter du premier Janvier prochain.

A R T. I I.

Une contribution égale au revenu que le trésor national devoit retirer jusqu'au dernier Janvier prochain , de la vente exclusive du sel ou du droit de quart-bouillon , déduction faite du prix du sel marchand , & des sols pour livre additionnels , sera répartie sur les

Départemens des Provinces du pays de grande Gabelle, de petite Gabelle, de Gabelle locale, & de quart-bouillon, en raison de la quotité du sel qui se consommoit dans ces Provinces.

A R T. I I I.

Une contribution égale au revenu que le trésor national devoit retirer jusqu'au premier Janvier prochain, des droits de Traite, de toute espèce, établis sur le transport du sel destiné à la consommation des Départemens des Provinces franches & rédimées, déduction faite des sols pour livre additionnels, sera répartie sur les Départemens, en raison de la quotité du sel qui se consommoit dans ces Départemens.

A R T. IV.

Se réserve l'Assemblée Nationale de décréter la portion, payable par chaque département, de la contribution ordonnée par les deux articles précédens, d'après les états de consommation & de prix qui lui seront incessamment mis sous les yeux par le Comité des Finances.

A R T. V.

La contribution ordonnée par les articles II & III, sera répartie sur les contribuables par les

Assemblées de Département, dans la forme & la proportion qu'elles jugeront la moins onéreuse au peuple, selon l'état actuel des différentes impositions, à la charge d'obtenir la ratification de l'Assemblée Nationale.

A R T. V I.

La contribution établie par l'article II, aura lieu dans les Départemens contribuables; savoir, dans ceux où les droits ont été suspendus dans le cours de l'année dernière, à compter du premier Janvier dernier; dans ceux où les droits ont été suspendus depuis le premier Janvier dernier, à compter de l'époque de la suspension; & dans ceux où les droits ont été perçus sans interruption, à compter du premier Avril prochain.

A R T. V I I I.

Il ne sera point fait d'entreprise & d'établissement avec le concours du Gouvernement & en compte ouvert avec le trésor national pour vente & distribution du sel.

A R T. V I I I.

Le sel fera marchand , la circulation en fera libre , & son prix fera le prix courant du commerce , sans qu'en aucun cas , & sous quelque prétexte que ce soit , on puisse apporter aucun trouble ni gêne au commerce libre du sel.

Chez BAUDOUIN, Imprimeur de l'ASSEMBLÉE NATIONALE, rue du Foin St. Jacques, N°. 31.

